



## Résolution sur l'actualité de la Commission exécutive fédérale des 10 et 11 décembre 2025

La CEF réaffirme son soutien total à notre camarade Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT mise en examen suite à la plainte déposée par un groupuscule patronal d'extrême droite, le mal nommé mouvement « Ethic ».

Cette attaque contre notre camarade Sophie Binet est un grave précédent contre les libertés démocratiques et syndicales. Nous exigeons la levée immédiate de la mise en examen de Sophie et affirmons que nous partageons les propos qu'elle a tenu pour caractériser les attitudes nuisibles du patronat.

La plainte patronale contre la CGT s'inscrit dans un contexte particulièrement lourd de poussée des idées et des politiques d'extrême droite de postures bellicistes dans laquelle Macron et son gouvernement, pour le compte des industriels de l'armement, voudraient nous enfermer pour justifier leur cure d'austérité. Cette marche à la guerre est notamment marquée par l'augmentation vertigineuse du budget militaire alors que les budgets sociaux, dédiés à la réponse aux besoins fondamentaux des usagers sont en chute libre.

**La CEF rejette les propos tenus par le général Mandon**, chef d'état-major des armées, au congrès des maires de France, annonçant une guerre dans 4 ans et demandant aux élus locaux de préparer la population à voir mourir nos enfants ! Cette commande faite aux maires aura un impact sur les fonctionnaires et agents publics territoriaux, qu'il faudra sans doute transformer, par voie de conséquence, en relais ou accompagnateurs des sergents recruteurs auprès des usagers.

**La CEF des 15 et 16 octobre a appelé les syndicats de la FDSP à éléver le rapport de force en multipliant les luttes locales et catégorielles afin de peser :**

- Sur le débat parlementaire s'agissant du PLF et du PLFSS 2026 et de leurs effets néfastes tant sur les agent.es publics que sur les politiques publiques
- Sur les candidats aux élections municipales de mars 2026 et la nécessaire prise en compte, dans leur programme, des revendications des agents.

Tenant compte de la stratégie fédérale décidée à la CEF des 15 et 16 octobre, la CEF a validé le principe de la participation de la FDSP à la Conférence Travail Emploi Retraite. La CGT y a réaffirmé son exigence d'abrogation de la réforme des retraites et de la défense des régimes par répartition. La CEF, réaffirme la nécessité d'augmenter le rapport de force dans les collectivités pour gagner sur l'abrogation de la réforme des retraites de 2023 et sur la revendication du retour de la retraite à 60 ans à taux plein.

L'année 2026 sera marquée par des échéances capitales pour notre syndicalisme CGT : élections municipales, congrès confédéral, élections à la CNRACL notre caisse de retraite, élections professionnelles, meeting national des EGSPT... Ces questions feront l'objet des débats de notre prochain CNF, fin janvier 2026.